

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

CENTRE DE GESTION
DE MAINE ET LOIRE

ARRETE N°C26-04-26

Arrêté fixant les modalités d'organisation des élections au conseil d'administration du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Maine-et-Loire

Collèges Spécifiques

La Présidente du centre de gestion de la fonction publique territoriale de Maine-et-Loire

VU :

- Vu le Code général de la fonction publique,
- Vu le Code électoral
- Vu le décret 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Arrête

ARTICLE 1 : Le vote pour l'élection des représentants des communes et des représentants des établissements publics locaux aux conseils d'administration des centres de gestion intervient le 19 juin 2026.

ARTICLE 2 : Chaque président d'établissement public local qui, sans être affilié, a demandé à bénéficier des missions mentionnées à l'article L452-39 du Code Général de la Fonction Publique susvisée, dispose d'une voix.

ARTICLE 3 : La Présidente du centre de gestion fixe par arrêté le nombre et la répartition des sièges au conseil d'administration du centre de gestion, en application des [dispositions de l'article 8 du décret du 26 juin 1985](#).
Cet arrêté est affiché le 30 avril 2026 au plus tard dans les locaux du centre de gestion et publié sur son site internet et transmis à la Préfecture.

ARTICLE 4 : La Présidente du centre de gestion constitue par arrêté la commission de recensement et de dépouillement des votes mentionnée à l'article 13 du décret du 26 juin 1985 le 7 mai 2026 au plus tard.

Cette commission comprend, sous la présidence du Président du centre de gestion ou de son représentant :

- Trois maires ;
- Deux présidents d'établissement public local ;
- Deux fonctionnaires.

Un suppléant est nommé pour chaque membre de la commission.

Le secrétariat de la commission est assuré par les services du centre de gestion. La commission reçoit les réclamations relatives aux listes électorales et procède à la clôture du scrutin aux opérations prévues à l'article 16 du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Les listes électorales pour l'élections des collèges spécifiques sont établies par la Présidente du Centre de Gestion.

Pour les représentants des établissements publics locaux qui, sans être affiliés, ont demandé à bénéficier des missions mentionnées à l'article L452-39 du Code Général de la Fonction Publique, la liste électorale fait apparaître les nom et prénoms de chaque président électeur et mentionne la commune où il exerce son mandat.

Les listes électorales font l'objet le 10 mai 2026 au plus tard d'une publicité par voie d'affichage au centre de gestion et de publication sur son site internet.

La liste électorale des représentants des établissements publics locaux sus-visés peut faire l'objet d'une actualisation jusqu'au 2 juin 2026.

ARTICLE 6 : Les réclamations relatives aux listes électorales sont adressées à la commission le 14 mai 2026 au plus tard.

La commission statue et notifie sa décision aux intéressés le 22 mai 2026 au plus tard.

Les contestations relatives aux modifications éventuelles apportées à la liste électorale des présidents d'établissements publics locaux pour l'actualiser ne pourront s'exercer que dans le cadre d'un recours en annulation de l'élection.

ARTICLE 7 : Peuvent être candidats, pour représenter les établissements publics locaux qui, sans être affiliés, ont demandé à bénéficier des missions mentionnées à l'article L452-39 du Code Général de la Fonction Publique, les membres des conseils d'administration de ces établissements titulaires d'un mandat local.

ARTICLE 8 : Les listes de candidats pour l'élection des représentants des établissements publics locaux qui, sans être affiliés, ont demandé à bénéficier des missions mentionnées à l'article L452-39 du Code Général de la Fonction Publique sont établies par les soins des candidats dans les conditions prévues à l'article 11-2 et à l'alinéa 3 de l'article 12 du décret du 26 juin 1985.

Les listes comportent, dans l'ordre de présentation des candidats titulaires et suppléants, le nom, les prénoms, le mandat électif détenu, et mentionnent l'établissement public qu'ils représentent. Est annexé à ces listes l'ensemble des déclarations individuelles de candidature. Chaque déclaration individuelle doit être signée par le candidat, elle comporte, en outre, l'indication du mandat local qu'ils détiennent.

Les listes de candidats doivent parvenir sous pli recommandé avec accusé de réception ou sont déposées par le candidat tête de liste, ou son mandataire dûment désigné, au centre de gestion le 27 mai 2026, à 16 heures au plus tard. Le dépôt donne lieu à un récépissé.

Les listes de candidats font l'objet, le 28 mai 2026 au plus tard, d'une publicité par voie d'affichage au centre de gestion et sur son site internet.
Aucune liste ne peut être modifiée après la date limite de dépôt des listes de candidats. Toutefois, si l'un des candidats titulaires vient à décéder, il est remplacé par son suppléant.

ARTICLE 9 : Chaque candidat tête de liste reçoit, sur sa demande, un exemplaire de la liste électorale des maires ou des présidents des établissements publics locaux fournie par le Président du Centre de Gestion.

ARTICLE 10 : Les bulletins de vote sont fournis et imprimés par les candidats.
Les enveloppes de scrutin et les enveloppes extérieures destinées à l'expédition sont fournies par le centre de gestion.
Les bulletins de vote doivent parvenir au centre de gestion pour le 1^{er} juin 2026, à 16 heures au plus tard.

Les candidats têtes de liste peuvent, dans le même délai, faire parvenir au centre de gestion les exemplaires d'un feuillet de propagande de format 210 × 297 mm, pour transmission ultérieure aux électeurs.

ARTICLE 11 : Les enveloppes de scrutin et les enveloppes extérieures destinées à l'expédition sont fournies par le centre de gestion.
Les bulletins de vote sont de format 210 × 297 mm.
Sur une première ligne, chaque bulletin indique le nombre de voix auquel il donne droit à savoir une voix.
Sont portés sur les lignes suivantes, dans l'ordre de présentation de la liste, les nom et prénoms des candidats titulaires et suppléants, l'indication du mandat électif détenu et la mention de la commune ou de l'établissement public qu'ils représentent.
Les bulletins sont de couleur verte,

Les enveloppes de scrutin servant au vote des présidents d'établissements publics locaux sont de même couleur que le bulletin qu'elles contiennent à savoir vert et indiquent le nombre de voix correspondant à savoir une voix.

Les enveloppes extérieures destinées à l'expédition sont de couleur bulle et portent, au recto, dans le coin supérieur gauche, la mention :
« Election des représentants des établissements publics locaux au conseil d'administration du centre de gestion de la fonction publique territoriale COLLEGE SPECIFIQUE ».

Elles portent, au centre, les indications relatives au destinataire et à l'adresse du Centre de Gestion, siège de la commission de recensement et de dépouillement des votes :

« Madame la Présidente de la commission de recensement et de dépouillement des votes, centre de gestion de Maine-et-Loire »

Au verso, les enveloppes extérieures destinées à l'expédition portent les mentions suivantes :

« Nom... »

« Prénoms... »

« Mandat électif détenu... ».

« Commune ou établissement public... »

« Code postal... ».

« Signature »

ARTICLE 12 : Les bulletins de vote, éventuellement les feuillets de propagande, et les enveloppes nécessaires au scrutin sont adressés aux électeurs, par la Présidente du centre de gestion le 4 juin 2026 au plus tard.

A l'envoi destiné aux présidents d'établissement public local est joint un rappel du nombre de voix dont dispose le président d'établissement public local à savoir une voix .

ARTICLE 13 : Chaque électeur ne peut voter que pour une liste complète sans radiation ou adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats.

ARTICLE 14 : Le vote a lieu par correspondance.
Le bulletin de vote est mis sous double enveloppe.
Les maires et les présidents d'établissements publics locaux déposent chaque bulletin de vote dans une enveloppe de scrutin de la couleur correspondante.
Chacune de ces enveloppes ne doit renfermer qu'un seul bulletin.
L'ensemble des enveloppes de scrutin, exemptes de toute mention, est placé dans l'enveloppe extérieure destinée à l'expédition.
Sur l'enveloppe extérieure, les électeurs inscrivent en lettres d'imprimerie, au verso, en face des mentions réservées à cet effet, leurs nom, prénoms, mandat électif détenu, commune ou établissement public qu'ils représentent et apposent leur signature.

ARTICLE 15 : Les bulletins de vote doivent parvenir par voie postale au président de la commission de recensement et de dépouillement des votes le 18 juin 2026, à 16 heures au plus tard.

ARTICLE 16 : La commission mentionnée à l'article 4 du présent arrêté procède au recensement et au dépouillement des bulletins de vote le 19 juin 2026.
Les bulletins de vote parvenus après la clôture du scrutin fixée à l'article précédent ne sont pas pris en compte lors du dépouillement
Un représentant de chacune des listes de candidats peut assister au dépouillement.
La commission proclame les résultats dès l'achèvement des opérations de dépouillement des bulletins de vote.
Elle dresse procès-verbal de l'ensemble des opérations de vote.
Les résultats du scrutin sont affichés, dès leur proclamation, au centre de gestion et publié sur son site internet et transmis à la préfecture.

ARTICLE 17 : Le Directeur du centre de gestion est chargé de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 18 : Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de Département et affiché dans les locaux du centre de gestion et publié sur son site internet.

Fait à Angers le 29 avril 2026,
La Présidente,
Elisabeth MARQUET

LA PRESIDENTE

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
 - Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa publicité
- Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

